

Un des signaux d'euphorie que l'on n'a pu manquer durant les soulèvements du «printemps arabe» en Egypte et en Tunisie, ce sont ceux émis par les femmes qui ont proclamé qu'enfin elles pouvaient se sentir en sécurité dans l'espace public au sein des sociétés dans lesquelles les niveaux de harcèlement sexuel et de violence contre les femmes laissent en général beaucoup à désirer.

La fusion d'une «citoyenneté mobilisée» – des jeunes et des vieux, des hommes et des femmes, avec ou sans voile, des Musulmans et des Chrétiens – unie en un bloc civil réclamant ses droits restera à jamais une image forte, bien qu'éphémère, des événements qui ont conduit à la chute des régimes de Mubarak et de Ben Ali.

Depuis lors, nous assistons à un déluge d'images, de nouvelles et de commentaires sur des actes publics de violence contre les femmes sans avoir jamais d'explication convaincante de ces phénomènes, ni de débats sensés sur la signification de ces actes et leurs implications. Il est urgent et pertinent de chercher à analyser quels sont les éléments pouvant expliquer les épisodes violents qui ont bouleversé ces sociétés et provoqué des protestations.

S'agit-il du patriarcat de toujours ou d'une question de gouvernance?

Réduire les épisodes de violence contre les femmes dans les pays touchés par le «printemps arabe» à une manifestation routinière et combinée entre le patriarcat et la misogynie est simpliste et peut même permettre à ceux qui sont au pouvoir d'échapper à un examen de conscience plus profond. Sans nier l'existence du patriarcat et de la misogynie, ce sont à mon avis plusieurs dynamiques complexes et pernicieuses qui entrent en jeu.

Voyons par exemple le viol d'une femme tunisienne par des policiers qui l'ont surprise en compagnie de son petit ami à l'intérieur d'une voiture le 3 septembre 2012. Un événement dont la presse s'est fait l'écho. Il semblerait que les agents aient exigé de l'argent du jeune homme, qu'ils l'aient ensuite menotté et qu'ils aient mis la jeune fille à l'arrière de la voiture où ils l'ont

violée. Cela pourrait être resté un simple cas de brutalité et d'impunité policière, comme ceux qui se produisent continuellement dans de nombreuses parties du monde, si la victime n'avait été accusée d'indécence par un tribunal après qu'elle eut déposé plainte, cette accusation pouvant d'ailleurs lui coûter six mois de prison. La protestation publique massive que cette accusation a provoquée s'est terminée par le retrait de celle-ci et les excuses publiques que le président tunisien a présentées.

L'intimidation des victimes de violence sexuelle pour qu'elles retirent leurs accusations, spécialement si les accusés sont des personnes de pouvoir ou des agents de l'Etat, est une pratique assez courante. Ce qui attire l'attention dans ce cas concret, c'est que l'intimidation ne s'est pas exercée par des moyens de pression informels, comme cela se produit souvent, mais par la bouche d'un juge qui s'est proposé de protéger les violeurs en accusant la victime d'un crime à la légalité douteuse, à savoir celui d'avoir enfreint les normes de la décence.

Si ce couple non marié avait été arrêté dans la République islamique d'Iran ou en Arabie Saoudite, là où la police des mœurs est autorisée par l'État à intervenir d'office, il pourrait avoir été accusé de zino (adultère), ce qui l'exposerait à des peines lourdes. Il est clair que ce n'est pas le cas de la Tunisie, de sorte qu'il est nécessaire de se demander ce qui peut avoir motivé les agents de police. Peut-être ont-ils été pris de colère lorsqu'ils ont vu un homme et une femme, tous les deux jeunes, flirtant à l'intérieur d'une voiture? Peut-être que leurs convictions les ont conduits à considérer que c'était une scène abominable, quelque chose qu'il fallait éradiquer de l'espace public (bien que dans aucun pays le viol et l'extorsion ne soient considérés comme des châtiments adéquats)? Ou ceux-ci ont-ils simplement abusé de leur pouvoir et profité de la situation pensant que leur crime resterait impuni? Cela fut-il une combinaison de ces facteurs? Nous ne saurons sans doute jamais quel mélange toxique de motifs les a poussés à commettre leurs actes brutaux.

Mais nous en savons nettement plus sur la crainte et la colère que ces agissements ont produites sur une partie de la population tunisienne: la crainte de ce qui pourrait être vu comme le signe qu'en dépit de toutes les proclamations de pluralisme inclusif, le gouvernement d'Ennahda au pouvoir commence à imposer la «décence» et à criminaliser des activités qui, pour beaucoup de Tunisiens et de Tunisiennes, ne regardent qu'eux-mêmes. S'exprime aussi la colère face à la perspective que ces agissements puissent servir de signal pour ceux qui aspirent à imposer une morale publique selon laquelle il serait acceptable de harceler des femmes (et aussi des hommes) dont l'on considère qu'elles/ils ne respectent pas les normes de la « décence », ou, dans le cas des femmes, qu'elles se montrent dans l'espace public, surtout si elles ne sont pas accompagnées ou qu'elles ne portent pas de voile.

Cela ouvre la terrible perspective d'un Etat qui se dégage de sa responsabilité quant à la sécurité de ses citoyens et citoyennes, sauf si ceux-ci observent les règles édictées par les juges autoproclamés de la moralité.

L'on a vu aussi comment les gens ont été choqués, en Egypte (1) lorsque des femmes arrêtées dans des manifestations ont été soumises à des «tests forcés de virginité» pendant leur garde à vue et qu'elles ont été harcelées dans d'autres situations. Les gens ont exprimé leurs craintes face à cette volonté d'essayer d'imposer l'idée que les femmes participant à des manifestations ne seraient que des jeunes filles à la morale relâchée. En Egypte, il y a eu des cas portés devant les tribunaux qui se trouvent actuellement en phase de recours. Il faut voir maintenant si les violeurs tunisiens seront traités avec sévérité ou si, finalement, ils ne recevront rien d'autre qu'une peine bénigne.

Dans des situations où il se produit un collapse généralisé de l'ordre établi (comme immédiatement après un soulèvement révolutionnaire ou dans les sociétés qui ont vécu une guerre), il est normal que se produise une résurgence de l'activité criminelle incontrôlée. Et l'on sait que dans ces situations les femmes courent un grand danger. Cependant, le fait que les forces dites de l'ordre, aussi affaiblies puissent-elles être, restent les bras croisés comme si elles choisissaient de devenir elles-mêmes des prédateurs – comme cela s'est produit en Egypte avec les attaques contre des femmes qui manifestaient – cela va au-delà de simples actes misogynes aléatoires; ceux-ci constituent un acte profondément politique avec intention d'intimider les activistes.

Il est inutile de dire que les abus commis par des agents de l'Etat peuvent difficilement avoir le monopole de la continuité de la violence contre les femmes, violence qui inclut une ample variété d'agressions, pas seulement sexuelles, commises par des individus connus ou inconnus, par des familles, par des bandes de jeunes ou même par d'autres femmes. Mais ce qui constitue un changement important par rapport à l'attitude patriarcale de toujours, c'est la nature toujours plus publique tant des agressions que des réactions populaires contre ces agressions.

Les femmes essaient de s'auto-défendre, se manifestent, déposent des plaintes et créent des groupes anti-harcèlement auxquels se joignent même certains hommes, comme nous l'avons vu en Egypte dans le cas de piquets de vigilance contre les abus. Cependant, le dilemme de «qui parle au nom de qui» continue à s'interposer sur le chemin d'un débat informé sur l'indiscutable nouveauté de ce que nous sommes en train de vivre.

Violence et silence: le dilemme de «qui parle au nom de qui»

Un documentaire est récemment passé sur la chaîne anglaise Canal 4, intitulé *Sex, Mobs and Revolution*
(sexe, mobilisations et révolution). On y parle de la montée de la violence contre les femmes en Egypte, violence perpétrée par une gamme de personnages allant d'hommes jeunes (supposés frustrés sexuellement) – pratiquant le harcèlement comme une forme de divertissement – à des bandes payées (formées à l'époque de Mubarak qui, semble-t-il, poursuivent leurs activités délictueuses) utilisant le harcèlement contre les femmes comme arme d'intimidation politique.

Plus intéressantes que le documentaire lui-même sont les réactions auxquelles celui-ci a donné lieu. Alors que certains ont considéré que c'était un reportage journalistique bien élaboré, certains ont été scandalisés par la prétention qu'avait une journaliste étrangère à vouloir parler au nom des femmes arabes. La réaction défensive provoquée par le documentaire se reflète bien dans les paroles de Ala'a Shehabi (économiste, née en Grande-Bretagne, dont le mari est prisonnier politique dans le Royaume de Barheïn) qui a vu l'émission et qui la considère clairement comme du discours paternaliste à coloration raciste. « On dirait », a-t-elle déclaré, «que les femmes blanches ont réussi à en finir effectivement avec le problème de la violence domestique, du trafic sexuel et de la discrimination pour raison de sexe et que ces choses ne sont plus que des plaies dont souffrent celles ont qui ont la peau sombre».

Le fait que la présentatrice soit probablement d'origine sud-asiatique, qu'elle se soit entretenue avec des femmes égyptiennes s'exprimant avec franchise et que le film s'efforce d'aller au-delà du cliché des «hommes égyptiens obsédés de sexe» pour examiner la violence de genre organisée politiquement, n'a apparemment pas suffi à calmer les accusations de racisme.

Le message de Shehabi et de beaucoup d'autres critiques semble être que la violence contre les femmes est un phénomène universel, qu'il n'y a rien de particulier à discuter sur la violence post-révolutionnaire dans le monde arabe et que toute prétention allant dans le sens contraire se résume à de l'orientalisme et à du racisme.

Il y a bien sûr un sentiment de déjà vu dans tout cela, qui rappelle beaucoup des débats du passé qui ont fini dans un cul-de-sac similaire. Lorsque Mona Elthahawy (journaliste égyptienne et états-unienne), bien qu'elle-même arabe, a écrit sur la misogynie dans le monde arabe, la majorité des commentateurs se sont tellement fixés sur le désir de la taxer de néo-orientaliste faisant le jeu de l'Occident que, dans leur majorité, ils sont passés à côté des évidentes

déficiences, politiques et analytiques, de certaines questions posées par elle. Discréditer la source plutôt que de discuter l'argument ne fait qu'induire un silence improductif que ni les femmes victimes des abus ni les sociétés dans lesquelles elles vivent ne sont prêtes à tolérer.

Le fait de dire «cela n'est rien de plus qu'une manifestation du patriarcat bien connue» fait planer un silence assourdissant sur la violence de genre. La majorité des femmes victimes d'abus connaissent certes leurs agresseurs; ce sont leurs maris qui les battent, des connaissances ou des voisins qui les violent.

On les oblige alors à se marier avec leurs tortionnaires pour cacher la honte. Et si, lorsque ces jeunes filles refusent de se marier, leurs familles ne les tuent pas afin de laver leur «honneur», ce sont leurs prétendants potentiels qui les abandonnent… La liste est longue encore et montre des nuances régionales (des jeunes mariées brûlées par leur belle-mère dans le sud de l'Asie, des femmes de castes inférieures violées régulièrement par leur maître, etc.).

Ces schémas de violence démentent bien sûr l'idée selon laquelle le foyer («familial») serait un lieu de refuge pour les femmes, mais on passe comme chat sur braise sur cet aspect dans les discussions quotidiennes sur la violence de genre («Si seulement elles évitaient de sortir dans la rue» ou, corollaire naturel: «Mais que diantre font-elles dans la rue?»). Les Etats dans leur ensemble ont maintenu les prérogatives de la famille pour le contrôle sur les femmes (et dans leur majorité ils continuent à le faire): les crimes d'honneur punis par des peines atténuées et le mariage avec le violeur en tant qu'élément «atténuant» pour le violeur en sont des exemples parfaitement clairs.

Ces formes de violence continuent à se produire massivement. Mais les mélanger avec la vague de fémicides au Mexique, les viols collectifs à New Delhi qui ont provoqué la colère populaire et les attaques contre des femmes durant et après les soulèvements du printemps arabe est contre-productif.

Maintenant, il y a des femmes et des hommes qui protestent dans les rues, qui filment, publient des blogs et forment des groupes. Ils savent que ce n'est pas une «affaire de famille » qu'il faut cacher et planquer sous le tapis, mais qu'il s'agit de quelque chose qui touche le cœur même du système politique pour lequel ils sont en train de lutter. Ils veulent en finir avec les bandes utilisées au service du pouvoir, avec les forces de police corrompues qui bénéficient d'impunité (ce qui a été proposé dans le cas de l'Inde), avec les harceleurs et violeurs qui jouissent d'immunité quand ils deviennent politiciens et avec tous ceux qui propagent des discours

chargeant les femmes qui sont victimes, dès que celles-ci osent montrer leurs visages dans la sphère publique. La honte s'est transformée en colère et le silence a été rompu. Nous devons nous demander pourquoi.

Patriarcat en action ou patriarcat en crise ?

Ce que j'ai observé en Turquie, où la question de la violence contre les femmes a été l'objet de débats publics enflammés, est pour moi le premier signe que nous sommes peut-être en train d'assister à l'émergence de nouveaux phénomènes. Il semble que le taux d'assassinats de femmes ait augmenté de 1400% entre 2002 et 2009. Il ne se passe pas un jour sans que les médias rapportent une atrocité. Peu à peu, l'indignation face à la violence domestique et aux crimes d'honneur a donné lieu à un nouveau rituel dans lequel des groupes de femmes se mettent à porter elles-mêmes les cercueils des victimes de ces crimes, en claire violation du protocole funéraire musulman, et cela même dans les provinces les plus conservatrices.

Quand on enquête sur les cas d'assassinats et autres crimes de violence de genre, au-delà des titres de presse, on comprend que la désobéissance et l'insubordination des femmes ont été les principaux facteurs déclencheurs. Ces femmes ont été assassinées par des maris dont elles voulaient divorcer, par des ex-maris dont elles avaient eu le courage de divorcer ou par des prétendants repoussés. Ce sont aussi des filles obstinées et libres qui ont refusé de se soumettre aux désirs de leur père concernant leur futur conjoint et d'autres situations analogues.

Les aspirations des femmes n'ont jamais été aussi élevées sur le plan de l'éducation, de la carrière professionnelle et de la participation citoyenne, et même des familles ayant des moyens économiques modestes – comme celle de la jeune étudiante de médecine qui a été violée par un groupe d'hommes à New Delhi (16 décembre 2012) – toutes font des sacrifices afin d'assurer à leur fille sa mobilité sociale ascendante. Le fait est que les femmes sont dans l'espace public de beaucoup de parties du monde arabe, comme du monde en général et qu'elles sont nombreuses.

A part les femmes de l'élite, qui peuvent se protéger des espaces publics incontrôlés en conduisant leur propre voiture ou en disposant d'un chauffeur, la plupart des femmes de classe moyenne et basse, qu'elles soient des travailleuses qualifiées ou qu'elles occupent des emplois modestes, utilisent les transports publics pour se déplacer, faire leurs achats, se rendre à l'hôpital, aller chercher leurs enfants à l'école et – oui ! – également pour participer à des

protestations et à des manifestations. Le monde dans lequel une élite urbaine réduite pouvait mener sa vie en parallèle avec un vaste territoire rural menant sa vie de son côté est révolu et il emporte avec lui le type de patriarcat que cette situation générait.

J'affirme qu'un nouveau phénomène entre en jeu que je qualifierai de restauration machiste se produisant à un moment où le patriarcat en place est en train de vaciller et qu'il exige des niveaux de coercition plus élevés et le déploiement d'appareils idéologiques d'Etat plus variés afin d'assurer sa reproduction. Le recours à la violence (ou l'approbation de la violence) ne reflète pas le fonctionnement routinier du patriarcat ou la résurgence du traditionalisme, mais bien la peur que ce patriarcat ne disparaisse en même temps que l'hégémonie de l'idée de la subordination des femmes. Le processus d'islamisation peut essayer de renforcer cette hégémonie, mais comme nous l'avons vu dans le cas de l'Iran, il ne parviendra pas étouffer encore longtemps les revendications des femmes en matière d'égalité et de dignité ni à réprimer leur activisme.

C'est un fait que les dispositions qui avalisent la supériorité de l'homme sur la femme dans l'islam sont en train de tomber en lambeaux du point de vue sociologique. L'image de l'homme subvenant aux besoins de sa famille entre en contradiction avec la multitude de jeunes hommes chômeurs qui, incapables de subvenir à leurs propres besoins, le sont encore plus pour ce qui a trait à la «protection» des femmes contre l'obligation de travailler hors de la maison et contre les risques d'être exposées à (et dans) l'espace public.

Nous assistons actuellement à une profonde crise de la masculinité qui donne lieu à une affirmation plus violente et coercitive des prérogatives masculines dans laquelle les abus contre les femmes peuvent se convertir en un sport sanglant, autant dans les bidonvilles de Soweto que dans les environs des fabriques de Ciudad Juárez (Mexique), les rues de la Nouvelle-Delhi ou les avenues du Caire. Que ces actes de violence se présentent comme des crimes isolés ou qu'ils se produisent sous la bannière de mouvements politico-religieux, les Etats sont inévitablement impliqués. Nous avons pleinement le droit, et même le devoir, de nous tourner vers ceux qui détiennent le pouvoir politique pour leur demander comment, quand et pourquoi ils ont choisi de se convertir en «accessoires» des atrocités misogynes ou en complices des individus, groupes et mouvements qui les commettent. C'est pour cela que les gens sont dans la rue. La question ne se limite plus aux femmes et à leurs corps, mais elle concerne le régime politique lui-même.

Note:

(1) Dans un reportage sur France culture, en date du 11 février 2013, journal de 8h, a été expliquée et dénoncée l'utilisation croissante, au Caire, du viol «comme une arme politique» contre les femmes qui manifestent publiquement leur opposition au pouvoir des Frères musulmans. Le but: les «décourager de manifester». La correspondante indiquait que lors d'une nuit plus de 20 viols ont été commis sur la place Tahrir. Les agresseurs poursuivaient des femmes secourues jusque dans les «hôpitaux de campagne»; les médecins devaient repousser ces criminels avec des sprays, etc. Dès lors, les femmes se sont organisées pour se défendre. De plus, des femmes ont pris l'initiative de créer des gardes du corps de Tahrir afin de rendre la place plus sûre pour les femmes. Des jeunes hommes en gilet jaune ou orange patrouillent et interviennent quand une femme est agressée. La violence a été telle, en fin janvier 2013, que deux femmes ont témoigné à visage découvert à la télévision, les médias n'évoquant quasiment pas ces «crimes terroristes» comme les qualifie, à juste titre, une femme interviewée. Le 8 février 2013, dans un dossier d'Amnesty International, Hassiba Hadj Sahraoui, directrice adjointe du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International affirmait : «Il est essentiel de mener des enquêtes impartiales et approfondies pour déterminer si ces attaques de foules violentes contre des femmes sont coordonnées par des acteurs étatiques ou par des acteurs non étatiques organisés, et pour que leurs auteurs puissent être traduits en justice.» Vous trouverez le lien avec le tout récent rapport en français d'Amnesty International: http://www.amnesty.fr/AI-en-action/Discriminations/Discriminations/Actualites/Egypte-l-impunite-encourage-les-violences-sexuelles-7794
(Rédaction A l'Encontre)

(Article publié et traduit par http://alencontre.org)

Deniz Kandiyoti est chercheuse dans le domaine des relations de genre et de la politique de développement dans le Moyen Orient, et particulièrement en Turquie. Cet article a été tout d'abord publié sur le site *openDemocracy 50.50*: http://www.opendemocracy.net/5050/deniz-kandiyoti/fear-and-fury-women-and-post-revolutionary-violence